

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche  
1 bis rue de la Libération  
BP 70272  
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 09/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **STEF NORMANDIE**

Promenade des Ports  
50000 ST LÔ

Références : 2022.643RAPVISTEF  
Code AIOT : 0005302872

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2022 dans l'établissement STEF NORMANDIE implanté Promenade des Ports 50000 ST LO. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF NORMANDIE
- Promenade des Ports 50000 ST LO
- Code AIOT : 0005302872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de ST LÔ est un des établissements de la filiale STEF Logistique Normandie du groupe STEF. Ses activités sont :

- le stockage sous température dirigée et la congélation de produits laitiers carnés et élaborés (plats cuisinés),
- le stockage à température positive de produits laitiers,
- le conditionnement et la congélation de produits de la mer,
- le reconditionnement de produits finis sous forme de lots de vente.

**Le thème de visite retenu est : détection gaz et actions de sécurité associées concernant les installations de réfrigération à l'ammoniac**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Détection ammoniac - seuils de sécurité retenus	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Détection Ammoniac – test réel – fiche test	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Détection Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Détection Ammoniac – test réel - débit gaz	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Détection Ammoniac – déclenchement des seuils	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection Ammoniac – technologie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet
2	Détection Ammoniac – architecture	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet
6	Détection ammoniac - tests lors de l'inspection	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 9 non-conformités dont 3 pour lesquelles elle propose au préfet de la Manche un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant compte tenu des prescriptions enfreintes. Ces non-conformités sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et plus particulièrement la protection de l'environnement. Les 6 autres font l'objet d'une lettre de suites préfectorales.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection Ammoniac – technologie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – technologie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les détecteurs d'ammoniac utilisés par l'exploitant sont de type électrochimique, donc adaptés au gaz à détecter. Parmi ces détecteurs, l'exploitant qualifie de toximétriques les détecteurs ayant une plage de détection de 0 à 1000 ppm et d'explosimétriques ceux ayant une plage de détection de 0 à 5000 ppm.</p> <p>Chacune des 3 salles des machines est dotée d'un détecteur toximétrique et d'un détecteur explosimétrique. Les stations de vannes des tunnels de congélation et des chambres froides sont également équipées de détecteurs toximétriques. Un détecteur explosimétrique est installé à proximité de la sortie en toiture des deux collecteurs de soupapes des salles des machines.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Détection Ammoniac – architecture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – architecture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.
<b>Constats :</b> Tous les détecteurs de gaz NH <sub>3</sub> sont reliés à une même centrale de détection qui, en cas d'atteinte des seuils de détection prédéterminés, commande, via des relais, les actions induites : alarme sonore ou lumineuse, transmission d'un message téléphonique à la personne du site compétente dotée du téléphone d'astreinte (seuil 2), coupure de l'énergie et alarme sonore incendie (seuil 2).  Les détecteurs et la centrale sont de marque OLDHAM et sont compatibles entre eux selon le prestataire OLDHAM présent lors de l'inspection [même plage de signal (4 – 20 mA)].
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – implantation et cahier des charges
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une étude d'implantation des détecteurs du 28/11/2016 mise à jour le 04/10/2022 qui reprend la liste des détecteurs, leur identification et leur localisation ainsi que leur type (toximétrie, avec un seul seuil de détection à 500 ppm dit de pré-alarme, ou explosimétrie, avec un seuil de pré-alarme à 2000 ppm et un seuil d'alarme à 4000 ppm).  Les détecteurs d'ammoniac sont également repérés et référencés sur un plan de masse avec identification des différents modèles de détecteurs : OLCT50 (2000/4000 ppm), OLCT40 (500/1000 ppm) et OLCT40 (300 ppm).  → L'étude préalable et le plan de masse sont cohérents entre eux en ce qui concerne le nombre et l'identification des détecteurs, mais pas pour ce qui concerne les modèles de détecteurs y figurant (pas de détecteurs avec un seuil de sécurité à 300 ppm ou à 1000 ppm prévus par l'étude préalable).</p> <p>Les critères retenus dans l'étude d'implantation reposent sur une analyse des événements pouvant conduire à une perte de confinement de l'installation en salle des machines avec cotation de la criticité de chaque fuite, brèche ou rupture et sur une implantation pour les autres locaux distinguant ceux avec présence humaine non permanente et réservée au personnel formé, habilité et autorisé de ceux recevant du personnel d'exploitation de façon permanente. Les détecteurs dits explosimétriques sont implantés à proximité des équipements susceptibles d'être à l'origine de fuite et ceux de type toximétrique sont implantés le plus proche possible des postes de travail. La visite n'a pas conduit à relever d'écart sur ces aspects.</p> <p><b>Néanmoins, la liste des détecteurs doit être complétée pour au final comporter pour chaque détecteur l'ensemble des informations suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- localisation</li> <li>- modèle (OLCT 40 (300 ppm)/OLCT40 (500/1000 ppm)/OLCT50 (2000/4000 ppm), etc)</li> <li>- numéro de série</li> <li>- technologie retenue (électrochimique, ...)</li> <li>- gamme de mesure du capteur</li> <li>- seuils de sécurité retenus</li> <li>- temps de réponse (a minima respect du T90 constructeur),</li> <li>- date d'installation (ou de fin de vie estimée)</li> <li>- voie vers la centrale.</li> </ul> <p>De plus, lors de la visite il a été constaté que le modèle du détecteur toximétrique identifié A05 dans la salle des machines n°3 n'était plus OLCT40, comme indiqué sur le plan de masse, mais OLCT60.</p> <p><b>La désignation des détecteurs dans la liste susmentionnée, sur le plan d'implantation, dans les installations et dans les rapports de contrôle doit être harmonisée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Détection ammoniac - seuils de sécurité retenus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité retenus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> <li>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</li> </ul> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son étude préalable d'implantation des détecteurs d'ammoniac, l'exploitant définit 1 seul seuil de sécurité à 500 ppm pour les détecteurs toximétriques, correspondant au seuil des effets irréversibles sur l'humain pour une durée d'exposition de 30 min et deux seuils de sécurité à 2000 ppm et 4000 ppm pour les détecteurs explosimétriques.</p> <p>Selon les informations relevées lors de l'inspection, les détecteurs ont une gamme de mesure de 0 à 1000 ppm pour les toximétriques et de 0 à 5000 ppm pour les explosimétriques.</p> <p>De plus, la consultation des derniers rapports de tests des détecteurs fait apparaître pour les détecteurs toximétriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour celui du 04/11/2021, un premier seuil à 300 ppm et un second à 600 ppm, pour 14 détecteurs hors salles des machines et un premier seuil à 500 ppm et un second à 1000 ppm, pour les 3 détecteurs en salles des machines,</li> <li>- pour celui du 14/06/2022, un premier seuil à 500 ppm et un second à 1000 ppm pour tous ces détecteurs,</li> <li>- pour celui du 18/10/2022, qui n'a concerné que les détecteurs des salles des machines, un premier seuil à 500 ppm et un second à 1000 ppm.</li> </ul> <p>-&gt; L'exploitant doit confirmer les seuils de détection de sécurité retenus pour les détecteurs toximétriques ainsi que les actions induites afin de lever les incohérences entre son étude d'implantation, les rapports de contrôles et son installation effective.</p> <p>Si le seuil de 1000 ppm des détecteurs toximétriques est confirmé, l'exploitant doit le modifier pour le mettre en adéquation avec leur gamme de mesure. De fait, les plages de début et de fin de gamme (<math>\pm 10\%</math>) correspondent aux plus fortes incertitudes dans le fonctionnement du détecteur, il y a donc lieu de ne retenir le second seuil de sécurité en deçà de 90 % de l'échelle, soit en dessous de 900 ppm. Ceci permet de réduire le risque que le détecteur n'atteigne pas le second seuil et donc que les sécurités associées au franchissement de celui-ci ne soient pas mises en oeuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> <li>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</li> </ul> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les rapports de tests des 04/11/2021, 14/06/2022 et 18/10/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les détecteurs d'ammoniac du site, qu'ils soient toximétriques ou explosimétriques, présentent deux seuils de détection associés chacun à une alarme</li> <li>- les détecteurs toximétriques en salle des machines ne sont associés à aucun asservissement,</li> <li>- les détecteurs toximétriques hors salle des machines ne seraient associés qu'à des coupures de vannes propres à certaines voies asservies à l'atteinte du second seuil</li> <li>- les détecteurs explosimétriques seraient associés à la mise en marche de l'extracteur et à l'activation d'un voyant orange sur l'armoire électrique du hall desservant les chambres froides 10 et 11 asservies à l'atteinte du premier seuil et au déclenchement de la sirène incendie du site, à la coupure des énergies au TGBT, à la fermeture du rideau d'accès au local de charge et à l'activation d'un voyant rouge sur l'armoire électrique du hall desservant les chambres froides 10 et 11 asservi à l'atteinte du second seuil.</li> </ul> <p>→ <b>L'exploitant doit mettre en conformité avec les exigences de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 modifié, susmentionné, les asservissements associés au franchissement de chacun des deux seuils de sécurité des détecteurs toximétriques.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 6 : Détection ammoniac - tests lors de l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – tests lors de l'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants: - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).  Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, quelques tests ont pu être réalisés consistant à solliciter certains des détecteurs du site avec une bouteille de gaz étalon et à observer les effets induits. Compte tenu de la présence d'un seul inspecteur des installations classées pour la réalisation de la visite ces observations ont été menées par sondage, sans caractère exhaustif. Ainsi, les 3 détecteurs testés sont : - le détecteur toximétrique A01 de la salle des machines n°1, - le détecteur toximétrique A05 de la salle des machines n°2-3 - le détecteur explosimétrique A06 de la salle des machines n°2-3  Les observations sont les suivantes : - pour les 3 détecteurs, le franchissement du 1er seuil donne lieu à une alarme qui fait l'objet d'un report sur la centrale de détection (installée dans un bureau, le site ne disposant pas de salle de commande) qui dispose, pour chaque détecteur, d'un voyant pour chaque seuil de sécurité défini ; l'atteinte du second seuil entraîne un appel téléphonique de l'agent d'astreinte (opérationnel 24h00/24 et 7jours/7 selon les indications de l'exploitant) ; - pour le détecteur A06, le franchissement du second seuil de sécurité déclenche en plus l'alarme incendie du site, la coupure des énergies en salle des machines dont l'arrêt des compresseurs, - pour le seul détecteur A06, un voyant lumineux (orange en cas de franchissement du 1er seuil de sécurité et rouge pour le franchissement du second) est activé au -dessus de l'armoire électrique située dans le hall d'accès aux chambres froides 10 et 11 du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d’acceptabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests et critères d’acceptabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p><b>Constats :</b> L’exploitant dispose effectivement d’une procédure écrite concernant le contrôle de la détection « ammoniac » sur son site. Cette procédure prévoit des visites de contrôle semestrielles réalisées sous contrat par un prestataire et l’archivage des comptes rendus de ces visites par le service technique du site sans toutefois en préciser la durée.</p> <p>Concernant la nature des opérations de contrôle à réaliser, la procédure décrit les aspects physiques à examiner tels absence de traces de chocs, d’usure, serrage approprié des borniers, absence d’obstacle pouvant empêcher ou ralentir la détection.... Elle prévoit également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vérification des différents seuils d’alarme sans les rappeler,</li> <li>- une simulation de la présence de gaz pour atteindre la valeur du seuil d’alarme mais sans dire comment , avec quels moyens, ...</li> <li>- la vérification du déclenchement de l’alarme sonore et visuelle, sans préciser desquelles il s'agit</li> <li>- le retour en mode normal, sans préciser à quoi cela correspond</li> <li>- la vérification des asservissements menée avec le responsable technique du site et après accord de ce dernier, sans détailler la nature de ces asservissements selon les différents détecteurs considérés,</li> <li>- le calibrage constitué des opérations de vérification et ajustage du zéro puis de la sensibilité sans plus de précisions.</li> </ul> <p>Les critères de performance/acceptabilité retenus lors des tests pour valider le bon fonctionnement du système de détection ne sont pas précisés.</p> <p><b>-&gt; L'exploitant doit revoir sa procédure qui est trop incomplète pour traduire une véritable maîtrise de ce sujet par l'exploitant qui s'en remet au prestataire, sans que les conditions précises de son intervention et du contenu du rapport qui en fait la synthèse soient correctement tracées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.  Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté les consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité, dont ceux constituant les dispositifs d'alarme et asservissements de mise en sécurité associés à une détection d'ammoniac. Il ne les a pas non plus transmises à la DREAL à la suite de la visite. Ceci constitue une non-conformité vis-à-vis de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 modifié, susmentionné. Ces consignes apparaissent d'autant plus importantes que, selon le prestataire en charge des tests de la détection ammoniac sur le site, il faut compter un délai de 15 jours après commande pour recevoir une cellule de détection neuve pour en remplacer une constatée défectueuse. <b>-&gt; L'exploitant doit mettre en place des consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité, conformément à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 modifié, susmentionné.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 9 : Détection Ammoniac – test réel – fiche test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – test réel – fiche test
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p><b>Constats :</b> Les trois derniers rapports d'intervention, correspondant respectivement à des interventions les 04/11/2021, 14/06/2022 et 18/10/2022, présentés à l'inspection s'inscrivent dans le rythme de vérification semestriel prévu dans la procédure de contrôle de la détection « ammoniac » présentée par l'exploitant. Néanmoins, les tests du 18/10/2022 qui ne concernent que les détecteurs en salle des machines ne valent pas pour le contrôle du second semestre (mention en ce sens sur le rapport d'intervention).  Les deux premiers rapports d'intervention portent a priori sur l'ensemble des détecteurs ammoniac, hormis le B03 listé dans l'étude préalable d'implantation et figurant sur le plan de masse dans la chambre froide n°11 mais non repris dans lesdits rapports. <b>Ce point est à clarifier.</b>  Les 3 PV de test présentés précisent  - la date de l'intervention,  - le nom d'une personne réalisant l'essai/la maintenance (cette dernière, présente lors de l'inspection, a précisé venir avec un collègue dans le cadre du suivi de la détection NH3 de la STEF à St Lô mais sans que cela soit tracé dans les rapports d'intervention)  - les éventuels étalonnages et remplacements de cellules de détection.  Par contre, il n'y a aucune indication de la lecture du signal avant passage du gaz puis lors du passage du gaz, après stabilisation de la mesure, du temps de réponse des alarmes et du débit de gaz étalon injecté...  La détection ammoniac doit faire l'objet d'un rapport de contrôle complet comprenant l'ensemble des points à vérifier, en miroir de la procédure de test (voir les demandes figurant dans la fiche de constat n° 7).  → <b>L'exploitant s'assure, dès le prochain test, que les rapports de contrôle sont conformes à la procédure de test complétée comme demandé en fiche de constat n° 7 et couvrent l'ensemble de la chaîne de sécurité [avec déclenchement des 2 seuils et des alarmes et asservissements associés conformes à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 modifié, susmentionné (voir fiche de constat n° 5)].</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 10 : Détection Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p><b>Constats :</b> Les 3 PV de test visés en fiche de constat n° 5 précisent pour chaque bouteille de gaz étalon utilisée le numéro de la bouteille, la nature du gaz (en l'occurrence de l'ammoniac pour les détecteurs d'ammoniac), la date de validité et la concentration du gaz utilisé à savoir 1000 ppm pour les détecteurs ayant une gamme de mesure 0-1000 ppm et 2000 ppm pour les détecteurs ayant une gamme de mesure 0-5000 ppm. <b>Cette concentration à 2000 ppm est inadaptée dans ce second cas car la concentration du gaz étalon est inférieure au second seuil de détection de 4000 ppm.</b>  En revanche, l'incertitude sur la concentration n'est pas mentionnée dans les rapports de contrôle mais le représentant du prestataire ayant réalisé ces contrôles a présenté en séance les certificats d'analyse remis par son fournisseur (Air Products) qui comportent bien la mention de l'incertitude sur les bouteilles utilisées. Cette dernière doit être reportée sur le certificat d'intervention ou jointe par l'ajout d'une copie du certificat d'analyse du gaz étalon en annexe du rapport d'intervention.</p> <p><b>-&gt; L'exploitant s'assure, dès le prochain test, que les rapports de contrôle sont bien ainsi complétés et que les bouteilles de gaz étalons utilisées ont des concentrations cohérentes avec les seuils de sécurité des détecteurs à contrôler.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Détection Ammoniac – test réel - débit gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – test réel – débit gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.  Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.
<b>Constats :</b> Aucun des trois rapports de contrôle présentés ne mentionne le débit de gaz utilisé pour réaliser ces tests. Les notices relatives aux capteurs en place sur le site remises par l'exploitant [hormis pour le détecteur AO5 remplacé en novembre 2019 par un capteur de modèle OLCT60 (VS OLCT40)] ne précisent pas les recommandations du fabricant en ce qui concerne le débit de gaz étalon à utiliser pendant les tests. <b>-&gt; L'exploitant prendra l'attache de son fournisseur pour obtenir ces informations pour les différents détecteurs d'ammoniac présents sur son site et s'assurera de leur prise en compte dès le prochain test.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Détection Ammoniac –déclenchement des seuils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – test réel – déclenchement des seuils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p><b>Constats :</b> Les dispositifs de sécurité du site basés sur une détection d'ammoniac sont contrôlés semestriellement et maintenus en état de fonctionnement selon une procédure écrite. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. L'exploitant a notamment présenté les rapports de test et d'intervention des 04/11/2021, 14/06/2022 et 06/10/2022.</p> <p>Les seuils de sécurité contrôlés sont au moins le premier seuil de sécurité des détecteurs toximétriques et les deux seuils de sécurité des détecteurs explosimétriques mais les asservissements associés à chacun des seuils ne sont pas vérifiés systématiquement, en l'occurrence, ils ne l'ont été ni au second semestre 2021, ni au premier semestre 2022 à la demande de l'exploitant selon les mentions figurant dans les rapports de test du 04/11/2021 et du 14/06/2022. Cette pratique constitue une non-conformité par rapport à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 modifié , susmentionné qui prévoit que ces dispositifs, et en particulier les chaînes de transmission, soient testés périodiquement pour s'assurer de leur efficacité.</p> <p><b>-&gt; A chaque contrôle périodique de ses dispositifs de sécurité basés sur une détection d'ammoniac, l'exploitant doit réaliser le test complet de la chaîne de sécurité pour chaque seuil de sécurité et chaque détecteur, du détecteur jusqu'aux alarmes et asservissements associés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois